

L'Asie centrale à l'aune de la mondialisation - Une approche géoéconomique

samedi 21 août 2010, par [Marlène LAMELLE](#), [Sébastien PEYROUSSE](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Marlène LAMELLE](#), [Sébastien PEYROUSSE](#), **L'Asie centrale à l'aune de la mondialisation - Une approche géoéconomique**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 21 août 2010.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

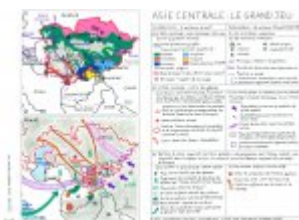
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Les États qui composent l'Asie centrale - le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan - forment un espace en pleine recomposition, trop souvent abordé dans une perspective strictement géopolitique. Or, la question du développement et de l'exploitation des ressources est rarement corrélée avec la dimension géopolitique, si ce n'est pour l'exportation des hydrocarbures. Pourtant, déplacer le regard vers les réalités économiques premières de l'Asie centrale (prédominance du secteur agricole, surspécialisation en matières premières, difficulté à gérer l'accès à l'énergie, enclavement excessif) permet de mieux appréhender les mécanismes par lesquels ces États se construisent une place dans la mondialisation et tentent de s'imposer comme des acteurs internationaux à part entière.

A travers un extrait, le *diploweb* est heureux de vous présenter le livre de Marlène Laruelle et Sébastien Peyrouse, *L'Asie Centrale à l'aune de la mondialisation : Une approche géoéconomique*, Coll. Enjeux stratégiques, Paris, Armand Colin, 2010, 234 p.

Opportunités et risques du voisinage chinois

LA CHINE ARRIVE en [Asie centrale](#) avec bien moins d'atouts que la Russie ou les Etats-Unis. Son implantation historique dans la région est quasiment inexistante, à moins de remonter au premier millénaire de notre ère, et elle ne bénéficie d'aucun *a priori* positif, bien au contraire. La situation a toutefois rapidement évolué en sa faveur : les autorités chinoises, conscientes de leur mauvaise image dans la région, ont cherché à mettre en valeur les Etats tout juste indépendants, recevant les délégations centre-asiatiques avec tous les honneurs, et ont proposé des mesures économiques de bon voisinage qui ont été très bien reçues par les chefs d'Etat. En moins de deux décennies, Beijing a réussi une entrée massive et multiforme dans l'espace centre-asiatique. Elle s'est en effet imposée comme un partenaire fidèle sur le plan de la diplomatie bilatérale, a réussi à faire de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) une structure régionale appréciée par ses membres, est devenue un acteur économique de premier plan dans le secteur commercial, dans le domaine des hydrocarbures et dans celui des infrastructures. Les suspicions à son égard n'ont pas disparu pour autant : bien que les jeunes générations centre-asiatiques soient de plus en plus tournées vers leur voisin chinois, dont la connaissance constitue l'une des niches professionnelles les plus prometteuses, nombreux sont ceux qui s'inquiètent des possibles « arrière-pensées » de la Chine et perçoivent le différentiel de puissance comme nécessairement néfaste aux sociétés centre-asiatiques sur le long terme.



Conflits frontaliers réglés, contentieux toujours en suspens

Les nouveaux Etats d'Asie centrale ont redécouvert leur voisin chinois en 1991, lors des proclamations d'indépendance. Dans l'urgence, il leur a fallu négocier des relations de bon voisinage avec un pays mal connu et que la propagande soviétique avait largement diabolisé. Jusqu'au début des années 1990, les rapports directs entre Asie centrale et Chine étaient freinés par le mauvais état général des relations sino-soviétiques, mais également parce que les relations internationales étaient considérées comme un « espace réservé » aux Russes.

L'établissement de relations propres avec Beijing a donc supposé, dans un premier temps, de dépasser les anciens clichés de la propagande soviétique, ainsi qu'une vieille appréhension négative des sociétés centre-asiatiques envers l'empire du Milieu. En effet, dans la mémoire collective que constituent les épopées orales des peuples centre-asiatiques, en particulier kazakh et kirghize, la Chine est traditionnellement présentée comme l'ennemi historique des peuples de la steppe et de l'islam, celui dont il faut à tout prix éviter la domination. Les gouvernements centre-asiatiques ont également hérité d'un certain nombre de différends frontaliers que l'Union soviétique et la Chine n'étaient jamais parvenues à régler, le conflit opposant les deux Partis communistes dans les années 1960-1970 ayant gelé les négociations [1]. En 1992, après avoir reconnu l'indépendance des Etats post-soviétiques, la Chine entame de nouveaux pourparlers avec les trois pays qui lui sont frontaliers, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. S'estimant victime des « traités inégaux » signés au 19^{ème} siècle par les Empires européens, en particulier par l'Empire tsariste, Beijing espère en théorie recouvrer quelque 1 500 000 km² en Union soviétique, dont près des deux tiers, soit 910 000 km², en Asie centrale. Toutefois, encore sous le coup de la condamnation internationale de la répression de Tienanmen de juin 1989 et à la recherche de nouveaux alliés, les autorités chinoises acceptent de réduire leurs revendications territoriales à « seulement » 34 000 km². Elles ont dans l'idée que le différentiel de puissance économique et géopolitique avec les nouveaux Etats modifie la donne en leur faveur, et leur permet des négociations d'autant plus faciles que les gouvernements locaux sont en quête de partenaires et contraints de trouver des compensations à la perte des subventions soviétiques. Toutefois, les négociations se révèlent plus complexes que ne s'y attendait Beijing. Les gouvernements centre-asiatiques, inquiets d'un nouvel hégémonisme chinois qui succéderait à plus d'un siècle de domination russo-soviétique, n'ont pas cédé facilement, et la fierté d'une indépendance tout juste acquise ne pouvait que difficilement être altérée par la perte de territoires. Entre 1992 et 1994, des négociations multipartites sino-russo-centre-asiatiques aident les parties concernées à faire connaissance et à discuter de la démilitarisation de leurs frontières. Les accords finaux de démarcation sont cependant signés dans un cadre bilatéral : avec le Kazakhstan en 1994 (les zones encore en discussion sont partagées en 1999), avec le Kirghizstan en 1996 (là encore, les zones litigieuses sont réglées en 1999), avec le Tadjikistan en 2002 [2]. Beijing se contente au final d'une cession de territoire bien inférieure à ses revendications originelles, obtenant moins de la moitié des terres réclamées au Kazakhstan et au Kirghizstan, et, de la part du Tadjikistan, seulement 1 000 km² au Pamir. Cependant, toutes les zones cédées ont une viabilité économique et stratégique réelle (accès aux fleuves, aux richesses du sous-sol ou aux cols des montagnes). Le geste était donc avant tout symbolique, mais les gouvernements centre-asiatiques ne s'y sont pas trompés : la Chine aurait mis en oeuvre tout son arsenal de puissance afin de les faire céder. Ces négociations ont été mal reçues par une partie de la population, qui y a vu une capitulation des gouvernements et soupçonne la Chine de ne pas se

contenter de si peu [3]. Au moment de la signature du traité de démarcation, les autorités kazakhes ont mis en place une intense propagande afin de justifier la cession de ces territoires en arguant que ceux-ci n'avaient aucun intérêt économique ou stratégique. Une partie de l'opinion publique, soutenue par les opposants politiques de l'époque, a néanmoins interprété l'accord frontalier comme une trahison des autorités. Plus encore qu'au Kazakhstan, le règlement de la question frontalière avec la Chine a constitué un élément structurant de la vie politique kirghize. Le second traité de 1999, qui cède plus de 90 000 hectares dans la région d'Uzengi-Kuush, a en effet suscité les foudres de l'opposition, qui a cherché à jouer sur la corde nationaliste pour renverser le pouvoir en faisant descendre dans les rues des milliers de manifestants. Le débat, officiellement clos en 2002 après la ratification du traité par le Parlement, continue de resurgir ponctuellement sur la scène publique kirghize mais les gouvernements successifs du second Président, Kurmanbek Bakiev, n'ont aucun intérêt à favoriser une crise diplomatique sino-kirghize. Si les conflits frontaliers ont été réglés à l'amiable en moins d'une décennie, deux autres sujets assombrissent les relations sino-centre-asiatiques. Le premier concerne la question ouïghoure. Dès le début des années 1990, les autorités chinoises, inquiètes de l'activisme de la diaspora ouïghoure au Kazakhstan et au Kirghizstan, demandent aux dirigeants locaux de maîtriser cette dissidence. En 1995, la Déclaration d'amitié du Kazakhstan et de la Chine évoque la lutte commune contre le séparatisme, chacun des deux Etats s'engageant à ne pas accueillir sur son sol de forces dirigées contre l'intégrité territoriale de son partenaire. En 1996, alors que les tensions s'accroissent au Xinjiang, Beijing exige des Etats centre-asiatiques l'interdiction des groupes les plus indépendantistes. Très rapidement, Almaty et Bichkek liquident les associations les plus virulentes et tentent de noyauter celles encore existantes en cooptant certains dirigeants ouïghours locaux [4]. Les services secrets chinois auraient également investi le territoire kazakh, avec le consentement plus ou moins volontaire des autorités, afin de traquer les dissidents ouïghours et, si possible, de les expulser vers la Chine. Par ce geste de soumission, les autorités centre-asiatiques espèrent éviter de fâcher le grand voisin, avec lequel des problèmes cruciaux restent encore à régler, mais également, au Kazakhstan, freiner la naissance d'un autonomisme ouïghour interne qui pourrait déstabiliser le pays. Cette crise sino-centre-asiatique autour de la question ouïghoure a été peu remarquée, à l'exception des concernés : elle n'a pas été médiatisée sur place et les hommes politiques locaux se sont facilement ralliés à l'avis des autorités, abandonnant sans coup férir une minorité ouïghoure qu'ils n'avaient pas envie de doter de droits spécifiques et qu'ils ressentaient comme une menace potentielle pour eux-mêmes.

Parmi les contentieux sino-centre-asiatiques, le second, celui de la gestion des fleuves transfrontaliers, reste aujourd'hui encore irrésolu. Le Kazakhstan, l'un des Etats du continent eurasiatique les plus déficitaires en eau, dépend en grande partie de la Chine sur le plan hydraulique ses deux principaux fleuves, l'Ili et l'Irtych, prennent leur source au Xinjiang et dans l'Altaï chinois. Dans le cadre du programme de développement du « Grand Ouest » (*xibu dakaiifa*), l'Etat chinois mise sur le développement agricole du Xinjiang, accélère l'exploitation du sous-sol, riche en hydrocarbures, et table sur une croissance urbaine de plus en plus rapide, mais qui est grande consommatrice d'eau [5]. A cette fin, Beijing a augmenté ses prélèvements d'eau en amont sur les deux fleuves. Construit à la fin des années 1990, le canal Kara Irtych-Karamai, de 300 km de long, est appelé à détourner entre 10 % et 40 % du débit du fleuve Irtych lorsqu'il fonctionnera au maximum de sa capacité en 2020. Pour les autorités kazakhes, ces ponctions effectuées en amont annoncent un désastre tant économique qu'écologique [6]. L'Ili alimente la centrale hydroélectrique de Kaptchagai, qui fournit de l'énergie aux régions

méridionales du pays, largement déficitaires. Une réduction de son débit signifierait l'augmentation quasi mécanique des prix de l'électricité, déjà considérés comme élevés pour les classes moyennes et pauvres. La situation écologique du lac Balkhach, fragilisée par le réservoir de Kaptchagai, pourrait également devenir catastrophique en cas de nouvelle réduction de ses arrivées d'eau : pour l'UNDP, la baisse d'apport d'eau de l'Ili dans le lac entraînera « une tragédie environnementale comparable au désastre de la mer d'Aral » [7]. L'Irtych, quant à lui, représente un élément important des échanges commerciaux entre l'Est du Kazakhstan et la ville d'Omsk en Russie (il est navigable quelques mois par an) et constitue la principale source en eau pour environ 4 millions de personnes. Des villes importantes du nord-est comme Karaganda, Semei et Pavlodar sont approvisionnées en eau douce par L'Irtych tandis que l'expansion de la capitale, Astana, nécessite, elle aussi, un apport en eau de plus en plus conséquent. Cette question des fleuves transfrontaliers a été l'objet de négociations dès l'indépendance du Kazakhstan, puisque le premier ambassadeur kazakh à Beijing, le célèbre orientaliste Murat Auezov, avait déjà soulevé le problème, sans réussir à attirer l'attention des autorités chinoises. Après plusieurs années de débat, un accord-cadre sur la protection et l'utilisation des fleuves transfrontaliers a finalement été signé entre les deux pays à Astana, en 2001. Néanmoins, le document reste général, ne mentionne aucun traitement spécifique pour l'Ili et l'Irtych, et se contente de conseiller une utilisation « raisonnée » des eaux communes. Depuis, Beijing a systématiquement refusé la mise en place d'une autorité commune chargée de la gestion de l'Irtych et n'a validé que la création d'une commission sino-kazakhe consultative, qui a finalisé, en 2006, un projet d'accord sur la diffusion, par chacune des parties, d'informations sur la qualité de l'eau. Le texte final n'a toujours pas été ratifié, les autorités chinoises cherchant à gagner du temps afin de modifier le *statu quo* en leur faveur. Une fois le Kazakhstan mis devant le fait accompli des pontons de l'Ili et de l'Irtych, Astana ne pourra plus exiger le retour à une situation antérieure [8]. Même si la question des fleuves transfrontaliers ne domine plus la vie politique ni l'espace médiatique du Kazakhstan, elle est appelée à réoccuper le devant de la scène dans les années à venir. Les délégations diplomatiques kazakhes en Chine soulèvent par ailleurs le problème de manière régulière, tout en sachant ne pas avoir d'outils de pression à leur disposition.

L'Organisation de coopération de Shanghai, succès et limites

Une fois la question frontalière résolue et le problème ouïghour passé sous contrôle, la Chine a mis en place une large offensive économique en Asie centrale et a investi les questions de sécurité. Créée en 1996, le Groupe de Shanghai se donne pour objectif premier de démilitariser les zones frontalières sino-soviétiques et d'aider à la délimitation des traces, mais envisage rapidement de s'engager dans une vision plus globale de la stabilité régionale. En 2001, la création de l'Organisation de coopération de Shanghai sur la base du groupe de Shanghai ne passe pas inaperçue. Elle réunit en effet les trois cinquièmes du continent eurasiatique et un quart de la population mondiale, plus encore si l'on y ajoute les Etats ayant un statut d'observateur comme l'Inde, le Pakistan, l'Iran et la Mongolie. Si certains observateurs y voient un premier mécanisme de coopération entre des pays ayant une longue tradition d'inimitié, d'autres l'analysent comme une nouvelle alliance anti-occidentale entre Beijing, Moscou et quatre Etats d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan), voire comme l'expression de l'hégémonisme russo-chinois au cœur du vieux continent [9]. Par-delà la rhétorique de coopération et les déclarations de bonnes intentions, la jeune

organisation n'est pas sans connaître de nombreuses difficultés, les Etats membres ayant des domaines de prédilection souvent très différents qui, pour certains, mettent en cause la crédibilité de l'organisation à moyen ou long terme. L'OCS semble ainsi avant tout, l'émanation de la volonté chinoise de soutenir ce que Beijing nomme un « ordre centre-Asiatique sain », épuré des « trois maux » (*san gu shili*) : le terrorisme, le séparatisme, l'extrémisme. Dès sa fondation, l'OCS fait figure d'organisation anti-occidentale.

La déclaration de Douchanbe, en 2000, rappelle qu'elle a pour but de s'opposer à toute intervention internationale sans l'aval de l'ONU et aux ingérences dans les affaires internes sous prétexte de défense des droits de l'homme, une allusion directe à la politique américaine dans la région. Cette orientation anti-occidentale se trouve accentuée à l'issue du sommet d'Astana de juillet 2005, lorsque l'OCS exige des Etats-Unis qu'ils limitent dans la durée leur présence militaire en Asie centrale. Tous les Etats membres affichent leur solidarité face aux critiques occidentales sur les questions de droits de l'homme, de démocratisation et de bonne gouvernance. Beijing et Moscou se disent en outre victimes d'une politique de *containment* menée par Washington, la première *via* le Pacifique, la seconde par les changements de régime au sein de l'espace post-soviétique [10]. Néanmoins, si l'OCS tente indéniablement de faire contrepoids à l'influence occidentale au sein du vieux continent, aucun Etat de la région ne souhaite mener de politique agressive directe envers les intérêts américains. La Chine ne peut se permettre d'être déclarée « pays ennemi » par Washington tant son économie est aujourd'hui dépendante de ses relations avec les Etats-Unis. Les Etats centre-asiatiques, quant à eux, veulent garder des contacts avec l'Occident afin d'affaiblir tant Moscou que Beijing et se désenclaver en direction de l'Ouest [11]. La Russie, de son côté, cherche à signaler à l'Occident qu'elle dispose d'alternatives géopolitiques si l'Union européenne et les Etats-Unis s'opposent de manière trop radicale à ses objectifs, sans toutefois appeler à la rupture du partenariat avec l'Ouest. L'OCS a permis de désamorcer un certain nombre de conflits potentiels, en particulier frontaliers, mais n'a jamais réussi, pour l'instant, à organiser des actions de paix multilatérales, à l'intérieur ou à l'extérieur de sa zone. Malgré sa rhétorique sécuritaire, les événements du 11 septembre 2001 ont démontré que l'organisation n'était pas préparée à réagir aux événements afghans. N'ayant pas vocation à devenir une organisation supranationale rognant une part de la souveraineté de ses membres, l'OCS ne dispose pas d'une structure militaire constituée comme l'OTSC, comprenant par exemple la vente de matériel technologique aux Etats membres. Elle ne se présente pas non plus comme une alliance de défense militaire à l'image de l'OTAN et ne cherche pas à créer des unités militaires ou de police multilatérales. En dépit de la mise en place d'un centre antiterroriste à Tachkent en 2004, la Structure régionale antiterroriste (RATS), chargée d'élaborer des méthodes communes pour combattre les mouvements terroristes, cette dynamique sécuritaire multilatérale reste embryonnaire. Elle permet cependant l'échange d'informations et un dialogue doctrinal qui facilite une meilleure compréhension entre les structures de sécurité.

Par ailleurs, l'Organisation de coopération de Shanghai n'a pas réussi à adopter une position claire face à d'autres organisations régionales et internationales, révélant ainsi son manque de coordination et de projet de long terme [12]. Créée tardivement, elle n'a pas l'efficacité de structures plus anciennes et mieux établies. La Russie, par exemple, ne cache pas donner priorité à l'Organisation du traité de sécurité collective en matière militaire et à la Communauté économique eurasienne dans le secteur économique. Alors que les Etats d'Asie centrale continuent à participer aux activités de l'OTAN dans le cadre du Partenariat pour la paix, seule l'OTSC semble en mesure de freiner cette coopération avec l'Alliance atlantique,

tandis que l'OCS reste marginale en ce domaine. Les régimes centre-asiatiques, quant à eux, ne cachent pas leur préférence pour la Russie en matière d'achat de matériel militaire et de formation des cadres de l'armée. Même le Kazakhstan, qui a signé un partenariat stratégique avec Beijing en 2005 et adopté une nouvelle doctrine militaire en 2007 qui signale son intérêt à coopérer avec la Chine, reste hésitant sur le sujet : lorsque les objectifs sécuritaires sont concrets et cibles, la coopération sino-kazakhe est possible, par exemple des brigades communes aux frontières contre le trafic de drogue, mais dans les secteurs plus strictement militaires, les officiers kazakhs sont réservés quant à la coopération avec leurs collègues chinois [13]. Ainsi, alors que la coopération militaire constitue l'axe historique de l'OCS, les Etats membres connaissent de nombreux désaccords entre eux et la méfiance réciproque est de mise. Dans un premier temps, les exercices militaires menés dans le cadre de l'OCS sont restés bilatéraux. Il a fallu attendre 2003 pour que de premiers exercices multilatéraux aient lieu dans l'Est du Kazakhstan et au Xinjiang. En 2005 ont été menés les premiers exercices de grande ampleur impliquant des forces russes et chinoises. En 2007, deux exercices communs ont été organisés : l'un sur le pourtour du lac Issyk-Koul, qui a regroupé des militaires de l'OCS, de l'OTSC et les agences de sécurité des Etats membres, et la « mission de paix » organisée vers Tcheliabinsk, incluant tous les membres de l'OCS [14]. En 2009, les exercices communs se sont tenus au Nord-Est de la Chine avec plus de 3 000 soldats, selon un scénario probablement lié à Taiwan ou à la Corée du Nord puisqu'il engageait des forces maritimes. Ceux de 2010 auront lieu au Kazakhstan. Au total, la Chine a participé à plus d'une vingtaine d'exercices militaires bilatéraux et multilatéraux avec les membres de l'OCS, mais ceux-ci restent superficiels et ne doivent pas masquer le fait que les états-majors n'envisagent ni échanges d'informations stratégiques ni partenariat approfondi [15].

L'extension des compétences de l'OCS, en particulier dans le domaine économique, suscite également des débats entre Etats membres qui révèlent leurs intérêts divergents, voire contradictoires [16]. Dorénavant, deux vecteurs s'opposent, le sécuritaire et l'économique.

Ceux-ci ne sont pas exclusifs en soi mais, au regard d'un budget communautaire limité, ils ne peuvent être tous deux considérés comme prioritaires. La Chine constitue bien évidemment le principal moteur de la réorientation économique de l'OCS, en qui elle voit, entre autres, une opportunité pour le développement du « Grand Ouest » et la conquête de nouveaux marchés en ex-URSS . Cette dynamique chinoise en faveur d'un marché commun, loin de faire l'unanimité, est perçue comme hégémonique. Tout aussi bien Moscou que les Etats centre-asiatiques craignent en effet, au vu du différentiel de développement et de croissance, de passer sous protectorat économique chinois. Ils arguent qu'une zone franche n'est possible qu'entre pays de même niveau économique et se contentent de proposer des mesures d'assouplissement du commerce. Certains secteurs semblent toutefois être de plus en plus nettement privilégiés dans le cadre multilatéral qu'est l'OCS : mise en place d'un corridor de transport entre la Chine et la mer Caspienne *via* la Russie et l'Asie centrale, accords d'exportation de l'énergie électrique, développement de structures pour coordonner le commerce et le transit des hydrocarbures parmi les Etats membres [17]. En une dizaine d'années, l'OCS et son précurseur, le groupe de Shanghai, ont connu d'indéniables succès : ils ont permis d'atténuer les tensions historiques anciennes entre monde russe et monde chinois, de mettre en place des mécanismes de coopération aidant les Etats de l'ex-URSS à mieux connaître leur voisin chinois, et d'établir un discours commun sur les menaces auxquelles les Etats de la région s'estiment soumis. Sur le plan géopolitique, l'OCS bénéficie d'une reconnaissance internationale que tous les Etats membres espéraient, en particulier Moscou et Beijing. Sa simple existence est

avantageuse pour les Etats centre-asiatiques. L'organisation fait figure de tampon entre les deux grandes puissances régionales, permettant ainsi d'arbitrer pacifiquement les désaccords et de jouer de la concurrence entre les deux afin d'obtenir des solutions plus avantageuses. L'OCS est en effet l'une des rares structures où Moscou est obligée de négocier avec la Chine et où Beijing doit afficher son souci du multilatéralisme et respecter l'opinion russe. Un bémol doit néanmoins être ajouté : malgré l'illusion de multilatéralisme créée par l'organisation, les autorités chinoises ont instauré des relations asymétriques, car les Etats d'Asie centrale sont tous pris dans un rapport bilatéral avec Beijing qui joue en leur défaveur au vu du différentiel de puissance. La Chine a réussi à éviter toute unification des intérêts centre-asiatiques ou des intérêts post-soviétiques (Russie et Asie centrale) à son encontre. Russie et Kazakhstan n'ont pas su présenter un visage uni sur la question des fleuves transfrontaliers, Kazakhstan et Kirghizstan se disputent actuellement le transit des flux commerciaux chinois, Kirghizstan et Tadjikistan s'engagent dans un bras de fer pour accueillir les marchés de gros chinois.

Par ailleurs, l'organisation fait face à de nouveaux défis. Sur le plan des missions de l'OCS, les tensions croissent : le Kazakhstan refuse de perdre de son autonomie au profit des deux puissances russe et chinoise, l'Ouzbékistan reste un participant hésitant, tandis que le Kirghizstan et le Tadjikistan se plaignent de la préférence donnée aux débats énergétiques sur les questions de sécurité. Sur le plan économique, l'OCS n'a pas réussi à encadrer le développement des relations commerciales entre Etats membres, qui restent avant tout bilatérales, ni à effacer les craintes de la Russie et de l'Asie centrale quant au risque d'une « invasion » des produits chinois. Seul le domaine énergétique, en particulier les hydrocarbures, est reconnu comme l'un des moteurs de la coopération régionale, dans l'optique encore lointaine d'un club énergétique influent sur la scène internationale. Sur le plan stratégique, les activités de l'OCS sont multiples mais restent majoritairement au stade des déclarations d'intention. Malgré les discours du Secrétariat général et de la Structure régionale antiterroriste (RATS), le manque de coordination entre Etats membres est évident, la volonté d'échanger des informations restreinte, les moyens financiers bien trop minimes, la structure bureaucratique faible. Par ailleurs, l'absence de réelle juridiction commune dans la plupart des domaines et le manque de relais pour les affaires importantes liées à ce type de dossiers affaiblit considérablement la marge d'action potentielle. Dans le secteur clé de la lutte contre le terrorisme, le RATS ne peut être considéré comme un « Interpol » local.

L'OCS a par ailleurs échoué dans deux grands domaines : coordonner la lutte contre le trafic de drogue venant d'Afghanistan, et devenir la plate-forme de discussion des Etats centre-asiatiques sur le problème de l'eau. Malgré l'existence d'une commission OCS-Afghanistan, l'organisation a du mal à dépasser un stade rhétorique sur la question du trafic de drogue, ne dispose d'aucun instrument multilatéral pour influencer sur la situation afghane, et n'envisage pas la création de brigades collectives de police ou de gardes-frontières. Quant à la question de l'eau, la Chine refuse de mettre sur la table des négociations aussi bien la question des fleuves transfrontaliers sino-kazakhs que les conflits croissants entre Tachkent, Bichkek et Douchanbe au sujet de l'hydroélectricité, signe des difficultés de l'organisation à aborder les sujets conflictuels.

Les ambiguïtés du condominium russo-chinois sur l'Asie centrale

La Chine se pose aujourd'hui en principal concurrent de la domination russe en Asie centrale,

même si cette compétition d'influence reste pour le moment virtuelle au vu de la bonne entente entre les deux pays. En effet, depuis le début des années 1990, Moscou et Beijing cherchent à se rapprocher, une tendance qui a permis l'établissement d'un partenariat stratégique en 2005. Cette alliance repose en grande partie sur la volonté commune des deux capitales de s'opposer à ce qu'elles considèrent être l'hégémonisme des Etats-Unis et de défendre un monde multipolaire qui récuserait la suprématie des valeurs occidentales.

Leur relation est donc avant tout pragmatique et fonctionnelle, et ne semble pas destinée à se transformer en une alliance politique. En Asie centrale, Moscou et Beijing partagent les mêmes objectifs, toutes deux critiquent le droit de regard occidental, souhaitent la stabilité à leurs frontières, s'inquiètent de l'incapacité des gouvernements à faire face à toute déstabilisation et du rôle de zone de transit joué par l'Asie centrale dans le narcotrafic en provenance d'Afghanistan. Elles se sont donc partagées la surveillance de la région en essayant de contrôler l'aide militaire accordée aux cinq Etats, d'orienter leurs grands axes sécuritaires, d'apporter un soutien politique aux régimes en place et de les engager dans des logiques anti-occidentales. Cette répartition des rôles s'effectue en fonction des sphères de compétence de chacun. La Chine ne peut concurrencer la Russie dans le secteur militaire car elle n'en a pas les moyens technologiques et sait que les gouvernements centre-asiatiques s'inquiètent de l'entrisme de ses propres services secrets. Les autorités chinoises sont plutôt satisfaites de laisser à Moscou la charge des questions sécuritaires, difficiles et coûteuses, et préfèrent se concentrer sur leur développement économique et la stabilisation des zones intérieures sensibles comme le Xinjiang ou le Tibet. Beijing est obligée de freiner sa volonté de faire de l'OCS l'instrument majeur de son implantation économique en Asie centrale, mais l'atout commercial chinois n'a pas besoin du multilatéralisme pour s'affirmer, il s'impose de lui-même dans un cadre bilatéral sur lequel Moscou n'a aucune prise. La question économique constitue en effet le principal élément du débat sur la collaboration/compétition russo-chinoise en Asie centrale. Si les intérêts géopolitiques de la Russie et de la Chine s'accordent dans leurs grandes lignes, le différentiel de puissance économique entre les deux pays est un motif de tensions. Entre 2000 et 2003, le commerce centre-asiatique avec la Russie stagne au niveau des années 1990 alors que les échanges entre la Chine et l'Asie centrale augmentent de plus de 200 %, passant d'environ un milliard de dollars à plus de trois milliards annuels [18]. Les deux puissances connaissent ensuite une hausse conséquente de leur commerce avec l'Asie centrale : en 2006, celui avec la Russie atteint 21 milliards de dollars, tandis que celui avec la Chine est officiellement à 13, probablement à 17 milliards [19]. En 2008, les chiffres se rapprochent : le total des échanges commerciaux entre l'Asie centrale et la Chine s'élève à 19,267 milliards d'euros, celui avec la Russie atteint 20,105 milliards d'euros. La Chine est ainsi devenue le premier partenaire commercial du Kirghizstan, le second du Tadjikistan (le premier importateur pour ces deux pays), le troisième du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan, le septième du Turkménistan mais son troisième importateur, un chiffre appelé à croître en 2010 avec la mise en service du gazoduc sino-centre-asiatique [20].

Le gouffre entre les deux pays est en train de se résorber, à l'avantage de la Chine, dont le développement commercial semble exponentiel. Si l'on prend en compte dans ces calculs l'ensemble du petit commerce frontalier, difficile à estimer, ainsi que la contrebande, en particulier de métal, la présence chinoise dans les pays frontaliers comme le Kazakhstan et le Kirghizstan est déjà supérieure à celle de la Russie. Pour Bichkek, le transit des produits chinois et leur réexportation dans l'ensemble de l'Asie centrale rapporterait dorénavant plus au budget d'Etat que l'extraction d'or [21]. Afin de faciliter le commerce, les autorités

chinoises soutiennent la candidature du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan à l'Organisation mondiale du commerce [22] et souhaitent la création d'une vaste zone de libre-échange avec l'espace post-soviétique. L'implantation économique chinoise est intrinsèquement liée aux questions politiques puisque le commerce fait partie des mesures de bon voisinage proposées par Beijing aux autorités centre-asiatiques. Le commerce sino-centre-asiatique est principalement sino-kazakh (environ 70 % du total) et, plus précisément encore, un commerce entre le Kazakhstan et le Xinjiang. Il peut être divisé en trois catégories : les échanges frontaliers, principalement dominés par le commerce de valise, le commerce organisé par les corps de production et de construction du Xinjiang ou CCPX (*Xinjiang shengchan jianshe bingtuan*), instrument politique aux mains de Beijing, et les entrepreneurs privés, principalement des Hans venant des provinces maritimes [23]. L'intérêt chinois est multiforme : hydrocarbures bien évidemment, uranium et minerais précieux, électricité, infrastructures routières et ferroviaires, mais également secteur des télécommunications et des banques. Cette présence économique renforce la spécialisation des économies centre-asiatiques en matières premières : plus de 85 % des exportations chinoises sont constituées de produits finis (agroalimentaire, machinerie, textile, chaussures, électronique, produits pharmaceutiques, pièces détachées automobiles, etc.) dont les prix correspondent au faible niveau de vie des populations centre-asiatiques, alors que l'Asie centrale n'exporte vers la Chine quasiment que des matières premières, presque aucun produit fini et très peu de services [24].

La bonne entente russo-chinoise en Asie centrale est donc fondée sur un certain nombre de réalités géopolitiques, mais également sur de multiples non-dits [25]. Sur le long terme, une possible concurrence économique se dessine dans le secteur des hydrocarbures (les conflits naissant entre Lukoil et la China National Petroleum Corporation en témoignent), dans celui de l'uranium, des minerais précieux et de l'électricité. On peut également douter de la solidité du partenariat militaire russo-chinois dans les décennies à venir. Le Kremlin sait que le poids international grandissant de Beijing finira par lui porter préjudice lorsque les deux Etats auront des intérêts géopolitiques divergents. Leur entente internationale est pour l'instant fondée sur la négative - le rejet du monde unipolaire sous domination américaine -, non sur un accord de fond. Les vieux conflits historiques entre l'Empire russe et l'Empire du Milieu n'ont pas disparu des esprits, et la lutte d'influence entre ces deux mondes lorsque, dans les années à venir, la Chine voudra s'affirmer comme une puissance culturelle, pourrait être frontale [26].

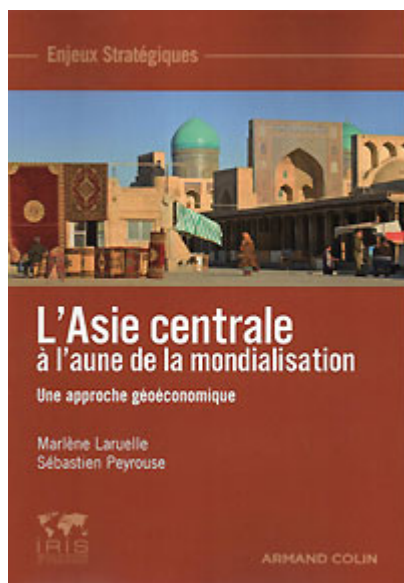
En Asie centrale, l'entente russo-chinoise est rendue possible parce qu'il est de l'intérêt de la Chine de laisser la région dans le giron politique et sécuritaire russe. Si les autorités chinoises venaient à estimer, pour des raisons diverses, qu'elles doivent prendre la tête de l'influence politique et culturelle en Asie centrale, leurs intérêts entreraient en conflit avec ceux de Moscou. Pour les gouvernements centre-asiatiques, la Chine représente l'option la plus crédible de sortie de la tutelle russe. La montée en puissance de Beijing est d'ailleurs interprétée comme le miroir du déclin de Moscou. Reste à savoir si la Chine envisage réellement de s'investir en Asie centrale hors du domaine économique et de la préservation d'une stabilité minimale. Aux yeux de Beijing, la zone est stratégique dans son rapport au Xinjiang, puisque toute déstabilisation du triangle Asie centrale-Afghanistan-Pakistan aurait un impact direct sur le Nord-Ouest chinois. Pour autant, la politique étrangère chinoise reste tournée vers les Etats-Unis, le Japon et le reste de l'Asie. Beijing ne cherche pas à détrôner la Russie de son statut de première puissance en Asie centrale et préfère la laisser payer le prix fort de la sécurité militaire et du contrôle de régimes foncièrement instables [27]. Le coût d'un

renversement de la domination russe dans la région serait bien excessif par rapport aux avantages modestes qu'il apporterait et forcerait Beijing à s'impliquer plus qu'elle ne le souhaite dans des questions internes aux régimes centre-asiatiques. Les autorités chinoises, conscientes de leurs limites à gérer leurs propres marges, ont donc peu d'intérêt à se retrouver trop engagées dans une région difficile. La politique centre-asiatique de Beijing se veut en effet pragmatique : le contentieux frontalier est réglé, la dissidence ouïghoure muselée, les régimes politiques locaux entièrement ralliés aux discours chinois sur la lutte contre les « trois maux » (terrorisme, séparatisme, extrémisme), sur l'unité de la Chine et de Taiwan, sur le danger d'une ingérence occidentale, tandis que le développement commercial est en pleine expansion et que la mainmise sur les ressources énergétiques va bon train. Les autorités chinoises n'ont donc aucun intérêt à accentuer trop visiblement leurs pressions sur l'Asie centrale et préfèrent laisser dominer l'idée d'un partenariat où chaque acteur est gagnant. Cependant, ces hésitations ne signifient pas que la Chine n'ait pas d'objectif de très long terme dans la région au sens large. Si sa stratégie d'implantation a pour premier but, sur du court terme, de sécuriser les régimes en place, elle est à plus long terme de s'ouvrir vers l'Iran et la Turquie. Beijing voit en effet dans cette région l'amorce d'une dynamique régionale pouvant être étendue à l'Ouest qui lui ouvrirait les portes du Moyen-Orient et les marches du golfe Persique : la revalorisation par la Chine des routes continentales au détriment des routes maritimes constitue une évolution historique à appréhender sur la longue durée.

Alors que le pays était tourné vers ses côtes depuis le 19^{ème} siècle, l'importance nouvelle accordée par la Chine à sa « destinée continentale » est appelée à constituer, potentiellement, l'un des futurs éléments de friction des relations sino-américaines. Si le partenariat entre Beijing et Washington se renforce, principalement en raison de leur dépendance économique mutuelle, il est également mis à l'épreuve par la montée en puissance géopolitique de la Chine et par sa volonté d'être reconnue, à terme, comme participant à la prise de décision à l'échelle mondiale. Les élites politiques chinoises sont lucides sur les difficultés contemporaines du pays, les risques internes liés à la trop grande divergence de rythmes de développement entre provinces maritimes et continentales, entre ruraux et urbains, entre Hans et minorités nationales. Elles n'en restent pas moins soucieuses de garantir les futures marges de manœuvre du pays et ne souhaitent pas une présence américaine trop affirmée au sein du vieux continent, en particulier en Asie centrale.

Copyright Armand Colin-2010

Les éditions A. Colin présentent le livre de Marlène Laruelle et Sébastien Peyrouse, *L'Asie Centrale à l'aune de la mondialisation : Une approche géoéconomique*, Coll. Enjeux stratégiques, Paris, 2010, 234 p.



SITUÉE aux confins des mondes russe, iranien et chinois, l'Asie centrale occupe une position géostratégique essentielle, symbolisée par le renouveau du mythe des routes de la Soie.

Les États qui la composent - le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan - forment un espace en pleine recomposition, trop souvent abordé dans une perspective strictement géopolitique. Or, la question du développement et de l'exploitation des ressources est rarement corrélée avec la dimension géopolitique, si ce n'est pour l'exportation des hydrocarbures. Pourtant, déplacer le regard vers les réalités économiques premières de l'Asie centrale (prédominance du secteur agricole, surspécialisation en matières premières, difficulté à gérer l'accès à l'énergie, enclavement excessif) permet de mieux appréhender les mécanismes par lesquels ces États se construisent une place dans la mondialisation et tentent de s'imposer comme des acteurs internationaux à part entière. Le présent ouvrage fournit donc des éléments de compréhension autrement plus incontournables des réalités politiques et sociales à l'œuvre dans cette région du monde.

Commander sur le site de l'IRIS [Voir](#)

P.-S.

Sébastien Peyrouse est chercheur associé à l'IRIS et travaille au *Central Asia-Caucasus Institute* (SAIS, Johns Hopkins University, Washington). Marlène Lamelle est chercheur associé au Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen de l'EHESS et travaille au *Central Asia-Caucasus Institute* de Washington.

Notes

[1] E. D. Stepanov, *Politika nachinaetsias granitsy. Nekotorye voprosy pograničnoi politiki KNR vo vtoroi polovine XX v.*, Moscou, Institut Dal'nego Vostoka ran, 2007. Laruelle

[2] T. Kellner, *L'Occident de la Chine, Pékin et la nouvelle Asie centrale (1991-2001)*, Paris,

puf, 2008.

[3] M. Laruelle, S. Peyrouse, *China as a Neighbor. Central Asian Perspectives and Strategies*, Washington, The Central-Asia Caucasus Institute, avril 2009 ; M. Laruelle, S. Peyrouse (sous la dir.), "Central Asian perceptions of China", *The China and Eurasia Forum Quarterly*, vol. 7, n° 1, 2009.

[4] R. Castets, « Opposition politique, nationalisme et islam chez les Ouighours du Xinjiang », *Les Études du CERI*, n° 110, 2004. Laruelle.

[5] F. Starr (sous la dir.), *Xinjiang. China's Muslim Borderland*, Londres, Armonk, M.E. Sharpe, 2004.

[6] S. Peyrouse, "Flowing downstream : The Sino-Kazakh water dispute", *China Brief*, vol. 7, n° 10, 16 mai 2007, p. 7-10.

[7] *Water resources of Kazakhstan in the New Millennium*, Almaty, undp , 2004, p. 41.

[8] Entretien avec Murat Auezov, Almaty, 10 mars 2008.

[9] S. Hanova, "Perspectives on the sco : images and discourses", *The China and Eurasia Forum Quarterly*, vol. 7, n° 3, 2009, p. 63-82.

[10] A. Iwashita, "The Shanghai Cooperation Organization and its implications for Eurasian security : a new dimension of partnership after the post-cold war period", in S. Tabata, A. Iwashita (sous la dir.), *Slavic Eurasia's Integration into the World Economy and Community*, Sapporo, Hokkaido University Slavic Research Center, 2004, p. 259-281.

[11] K. L. Syroezhkin, *Problemy sovremennogo Kitaia i bezopasnost' v Central'noi Azii*, Almaty, kisi , 2006.

[12] A. J. K. Bailes, P. Dunay, P. Guang, M. Troitskiy, *The Shanghai Cooperation Organization*, sipri Policy Paper n° 17, 2007.

[13] S. Peyrouse, "Sino-Kazakh relations : a nascent strategic partnership", *China Brief*, 7 novembre 2008.

[14] R. N. McDermott, "The rising dragon. sco peace mission 2007", *Jamestown Occasional Paper*, octobre 2007.

[15] J.-P. Cabestan, S. Colin, I. Facon, M. Meidan, *La Chine et la Russie : entre convergences et méfiance*, Paris, Unicom, 2008.

[16] *Shos v poiskakh ponimaniia bezopasnosti, Konferenciia 4 oktiabria 2007 g.*, Almaty, kisi, 2008.

[17] Zhao Huashen, *Kitai, Central'naia Azija i Shankhaiskaia Organizaciia sotrudnichestva*,

Moscou, Carnegie Endowment for International Peace, 2005.

[18] V. Paramonov, A. Stokov, *Ekonomicheskoe prisutstvie Rossii i Kitaia v Central'noi Azii*, Defence Academy of the United Kingdom, Conflict Studies Research Center, Central Asian Series, décembre 2007, p. 3.

[19] Les chiffres du commerce sino-centre-asiatique sont souvent contradictoires et révèlent d'importantes différences comptables. En effet, la prise en compte du commerce frontalier peut modifier les calculs. G. Raballand, B. Kaminski, « La déferlante économique chinoise et ses conséquences en Asie centrale, *Monde chinois*, n° 11, 2007, p. 129-134.

[20] Voir les statistiques de l'Union européenne, <http://ec.europa.eu/trade/trade-statistics>, octobre 2009.

[21] B. Kaminski, G. Raballand, "Entrepot for Chinese consumer goods in Central Asia : the puzzle of re-exports through Kyrgyz bazaars", *Eurasian Geography and Economics*, vol. 50, n° 5, 2009, p. 581-590.

[22] Le Kirghizstan est membre de l'OMC depuis 1998 et le Turkménistan n'a pas déposé de candidature.

[23] G. Raballand, A. Andresy, "Why should trade between Central Asia and China continue to expand ?", *Asia Europe Journal*, vol. 5, n° 2, 2007, p. 235-252.

[24] H.-L. Wu, C.-H. Chen, "The prospects for regional economic integration between China and the five Central Asian countries", *Europe-Asia Studies*, vol. 56, n° 7, 2004, p. 1059-1080.

[25] A. Umarov, D. Pashkhun, *Tensions in Sino-Central-Asian Relations and their Implications for Regional Security*, Defence Academy of the United Kingdom, Central Asian Series, 2006.

[26] E. Wishnick, *Mending Fences with China : The Evolution of Moscow's China Policy, 1969-99*, Seattle, University of Washington Press, 2001.

[27] Entretiens menés dans les principaux centres de recherche et *think tanks* chinois travaillant sur l'ex-URSS , Lanzhou, Xian, Shanghai, Beijing, entre mai et décembre 2008.